

PRÉFET DE MAINE ET LOIRE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
des Pays de la Loire

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 14 mars 2022

Unité Inter Départementale Anjou Maine

Rapport de l'inspection des installations classées

Autorisation environnementale unique

Phase de décision

Société : TRIS Commune : St Pierre Montlimart - MONTREVAULT SUR EVRE N° S3IC : 063 3445	
Date du dépôt du dossier de demande par l'exploitant : 30 octobre 2020 et 26 mars 2021	Situation de l'établissement : <input type="checkbox"/> En projet <input type="checkbox"/> En fonctionnement
Portée de la demande : <input type="checkbox"/> Nouveau projet (établissement nouveau) <input type="checkbox"/> Extension - Modification <input type="checkbox"/> Régularisation <input type="checkbox"/> Prolongation / renouvellement	
Type de demande et champs réglementaires couverts par la demande : <input type="checkbox"/> Autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) – article L.181-1-2° du Code de l'environnement <input type="checkbox"/> Autorisation au titre des installations, ouvrages, travaux, aménagements soumis à la loi sur l'eau (IOTA) – article L.181-1-1° du Code de l'environnement <input type="checkbox"/> Absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 <input type="checkbox"/> Agrément ou déclaration pour l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés (OGM) <input type="checkbox"/> Agrément pour le traitement de déchets <input type="checkbox"/> Autorisation de défrichement <input type="checkbox"/> Autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité <input type="checkbox"/> Autorisation au titre des obstacles à la navigation aérienne pour les projets éoliens <input type="checkbox"/> Autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre (GES) <input type="checkbox"/> Autorisation spéciale au titre des réserves naturelles (articles L.332-6 et L.332-9) <input type="checkbox"/> Autorisation spéciale au titre des sites classés ou en instance de classement (art. L.341-7 et L.341-10) <input type="checkbox"/> Déclaration ICPE	

<input type="checkbox"/> Déclaration IOTA <input type="checkbox"/> Dérogation espèces protégées/protection faune et flore (article L.411-2) <input type="checkbox"/> Enregistrement ICPE	
<u>Régime actuel de l'établissement (si en fonctionnement) :</u> <input type="checkbox"/> Seveso SH <input type="checkbox"/> A, et en particulier : <input type="checkbox"/> IED <input type="checkbox"/> Seveso SB <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> DC / D <input type="checkbox"/> Non classé <u>Priorités d'actions :</u> <input type="checkbox"/> Établissement prioritaire national (EPN) <input type="checkbox"/> Établissement à enjeux (PMI3) <input type="checkbox"/> Établissement autre (PMI7)	<u>Régime futur de l'établissement :</u> <input type="checkbox"/> Seveso SH <input type="checkbox"/> A, et en particulier : <input type="checkbox"/> IED <input type="checkbox"/> Seveso SB <u>Dossier comprenant une :</u> <input type="checkbox"/> Étude d'impact <input type="checkbox"/> Étude d'incidence (suite procédure 'cas par cas')

Dans son courrier de demande d'autorisation environnementale, le demandeur sollicite la possibilité de présenter un plan à l'échelle réduite 1/500^{ème} en lieu et place d'un plan à l'échelle 1/200^{ème} en raison de l'étendue de son site. Cette demande de dérogation, conforme aux dispositions de l'article D.181-15-2 9° du Code de l'environnement, peut être acceptée dans la mesure où l'échelle réduite comporte tous les éléments demandés et de manière lisible.

1. Enjeux du projet

Le projet et ses enjeux sont décrits de façon détaillée dans la note de présentation figurant dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter remis par l'exploitant (consultable sur la plate-forme ANAE).

Ne sont repris ici, puis développés dans la suite de ce rapport, que les enjeux principaux sur lesquels l'inspection des installations classées souhaite attirer l'attention.

La société TRIS est spécialisée dans le transit, regroupement et traitement de déchets dangereux de DEEE (Déchets d'Équipements Électriques et Electroniques) et de déchets non dangereux.

L'entreprise est installée au Nord-Ouest du département de Maine et Loire, à St-Pierre Montlimart, commune déléguée de Montrevault-sur-Evre, à 8 km de Beaupréau en Mauges et à 13 km de Varades (44). Un plan de situation est joint en annexe 1.

Les activités principales sont :

- la collecte et le transit et traitement de déchets non dangereux issus des activités économiques ;
- la collecte, le démantèlement et le reconditionnement des DEEE. Les matériels informatiques sont démontés manuellement. Les autres équipements (écrans, téléphones, cartes informatiques, cartouches, encres ...) dont les éléments recyclables sont séparés et triés ;
- le traitement de déchets (broyage de certaines cartes électroniques, disques durs et plastiques PAM).

Les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation consolidée DIDD-2014 n°381 du 28 novembre 2014. La société TRIS exploite le site depuis 2004. Au 1^{er} mai 2019, suite à son rachat, elle est devenue une filiale du groupe RD SAS spécialisée dans le traitement de déchets dangereux depuis plus de 20 ans.

L'objectif de l'exploitant est de renforcer ses activités historiques de traitement des matériels informatiques par des activités liées au transit/regroupement et traitement de déchets dangereux provenant de la même clientèle (artisans, PME, PMI, industries).

La filière DEEE est une filière à responsabilité élargie du producteur (REP) réglementée. L'exploitant a un contrat avec l'éco-organisme ECOLOGIC pour la mise en œuvre des objectifs du gouvernement en matière de recyclage des DEEE. La société TRIS est un acteur de l'économie circulaire de part ses activités de collecte, démantèlement et reconditionnement des DEEE.

Pour mémoire, le site d'une surface totale d'environ 1ha25 comprend :

- une surface bâtie, constituée de deux bâtiments accolés de 2 310 m² au total répartis de la façon suivante :
 - au rez-de-chaussée : deux ateliers de réception, reconditionnement, démantèlement, expédition et broyage des déchets et les locaux sociaux et bureaux ;
 - en mezzanine : stockage de matériel ;
 - une zone de regroupement des cartons.
- un hangar de 260 m² pour l'activité de broyage/compactage des cartons ;
- des aires extérieures de stockage.

Le projet de modifications consiste à augmenter la capacité de transit de déchets dangereux de 5 t/j à 872 t/j, de traitement de déchets dangereux de 4 t/j à 30 t/j et de traitement de déchets non dangereux de 1 t/j à 7 t/j. Il n'y a aucune extension géographique dans ce projet.

Il s'agit de modifications substantielles selon les conditions d'appréciation fixées à l'article R.181-46-1 du Code de l'Environnement soumises à la délivrance d'une nouvelle autorisation avec procédure complète.

Par cette augmentation de transit et traitement de déchets dangereux sur le site, l'établissement relève de la Directive 2010/75/UE, relative aux émissions industrielles, également appelée Directive IED, qui impose la prise en compte des Meilleures Techniques Disponibles (MTD).

La société TRIS a donc déposé le 26 mars dernier un dossier consolidé, suite à la demande de compléments du 21 décembre 2020, de demande d'Autorisation Environnementale Unique comprenant une étude d'impact, le projet étant soumis à une évaluation environnementale systématique du fait que les futures installations relèvent de rubriques IED .

Les enjeux principaux de l'établissement sont les déchets, la pollution des eaux et des sols, les émissions atmosphériques et le risque incendie.

Le projet de modifications se décline de la façon suivante **(en gras les installations projetées)** :

- réaménagement du bâtiment DEEE avec une surface de 1 100 m² dédiée au tri, stockage et démantèlement des DEEE et **une surface de 954 m² dédiée à la nouvelle activité de tri/ transit/ regroupement de déchets dangereux et au broyage des déchets non dangereux. Un nouveau broyeur de câbles et disques durs/PAM sera implanté ;**
- **création d'un quai de chargement de 276 m² au Sud-Ouest du bâtiment de stockage des déchets conditionnés ;**
- **imperméabilisation (560 m²)** et réfection (1 144 m²) de plusieurs zones de stockages et voiries ;
- **installation d'un bâtiment modulaire pour le laboratoire de 30 m² ;**
- **création d'une unité de broyage des emballages et solides souillés dans le hangar existant (suppression de l'activité presse à balle des cartons) ;**

- **création d'une zone de déchets vrac comprenant :**
 - **un auvent de 74 m² sur dalle béton dédié à la fosse de curage des camions citernes et hydrocureurs et au lavage des contenants ;**
 - **une rétention en béton pour y implanter 5 cuves acier de 50 m³ et une cuve de 20 m³ en polyéthylène ;**
 - **une unité de déshydratation et une de séchage de boues contenues chacune dans un conteneur maritime.**
- réaménagement des zones de stockage situées en extérieur (une pour les contenants vides et une de stockage des déchets issus du démantèlement des DEEE).

Les nouvelles activités seront réalisées dans trois zones distinctes selon le plan général du site joint en annexe 2 :

- une zone dans le bâtiment dédiée au stockage et reconditionnement des déchets dangereux conditionnés et au broyage des déchets non dangereux ;
- une zone dans le hangar dédiée aux déchets d'emballages dangereux solides souillés équipée d'un broyeur ;
- une zone vrac liquides et boues équipée d'une fosse de curage des eaux et boues hydrocarburées et de cuves. Des traitements de déshydratation et de séchage des boues issues d'industries (traitement de surface, sidérurgie, métallurgie) seront mis en place dans des conteneurs maritimes.

En outre, des équipements connexes sont nécessaires au fonctionnement des installations comme deux chaudières de 170 kW et 460 kW, un pont bascule ainsi que des produits d'utilité dont une cuve de 3 m³ de fuel pour alimenter les chaudières et une de 2 m³ de GNR, deux conteneurs mobiles d'1 m³ chacun, d'agent flocculant et de lait de chaux pour l'unité de déshydratation, 45 kg gaz réfrigérant HFC pour l'unité de séchage.

En 2019, environ 1 000 t de déchets ont été réceptionnés sur le site.

Le stockage maximal des déchets ressort à moins de 2 000 t. Les expéditions de déchets se font au fur et à mesure de leur production.

La capacité annuelle de transit regroupement de déchets est estimée à environ 23 000 t.

1.1. La compatibilité aux documents d'urbanisme

La Société TRIS est implantée dans la commune déléguée de St-Pierre Montlimart sur les parcelles cadastrées, section 313 D n°644, 884 et 645. La commune nouvelle de Montrevault-sur-Evre est concernée par un document d'urbanisme (Plan Local d'urbanisme) en date du 24 avril 2017. La surface du terrain d'implantation est de 12 541 m².

Le site de l'entreprise TRIS est en zone Uyb destinée à l'accueil d'établissements de grande taille nécessitant une bonne desserte routière, desserte numérique, enjeu paysager en entrée de ville, bénéficiant des services présents dans l'agglomération.

Le projet fait également l'objet d'un dépôt de permis de construire (auvent de la fosse de curage) parallèlement au dossier de demande d'autorisation environnementale unique objet du présent rapport.

1.2. Description de l'environnement, contraintes et servitudes

Le site d'implantation de TRIS est en zone rurale au Sud-Est du bourg de St-Pierre Montlimart. Il se trouve à proximité de la route départementale D 752 puis la RN 23 qui rejoint l'autoroute A 11.

Son environnement est agricole, l'habitation la plus proche (la ferme de Belleville) est à 150 m.

Il est situé hors périmètre environnemental d'inventaire ou de protection réglementaire. La zone d'intérêt écologique la plus proche est celle de «la Vallée de L'Evre », classée en ZNIEFF de type 2, à environ 300 m au Sud-Ouest du site.

2. Classement des installations

2.1. Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L.181-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans les tableaux ci-dessous.

Rubrique ICPE	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime	Rayon d'affichage	Situation administrative *
2718.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.	Quantité de déchets dangereux sur site : 872 t	A	2 km	b) 5 t d) 867 t
2790	Installation de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795.	Capacité de traitement de déchets dangereux : - broyage déchets dangereux (y compris les DEEE) : 24 t/j - déshydratation des boues : 2 t/j - séchage thermique des boues : 4 t/j Total 30 t/j	A	2 km	b) 4 t/j d) 26 t/j
3510	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : - traitement biologique - traitement physico-chimique - mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - récupération/régénération des solvants - recyclage/récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques - régénération d'acides ou de bases	Capacité de traitement : 30 t/j Mélange et reconditionnement : 70t/j		3 km	d)

Rubrique ICPE	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime	Rayon d'affichage	Situation administrative *
	<ul style="list-style-type: none"> - valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution - valorisation des constituants des catalyseurs - régénération et autres réutilisations des huiles - lagunage 				
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.	Capacité de stockage temporaire : - Déchets dangereux : 872 t - DEEE : 450 t	A	3 km	d)
2711.2	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ ..	Volume de transit des DEEE 900 m³	DC	-	b)
2713.2	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant supérieur ou égal à 100 m ² mais inférieur à 1 000 m ² .	Surface de stockage des métaux : 300 m²	D	-	b)
2714.2	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Capacité de stockage : 800 m³	D	-	b)
2791.2	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant inférieure à 10 t/j .	Capacité de broyage de DND : 7t/j	DC	-	b) 1 t/j d) 6 t/j
2795.2	Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, ou de déchets dangereux. La quantité d'eau mise en œuvre étant	Quantité d'eau utilisée inférieure à 20 m³/j	DC	-	d)

Rubrique ICPE	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime	Rayon d'affichage	Situation administrative *
	inférieure à 20 m ³ /j.				

Rubriques IOTA	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime	Rayon d'affichage	Situation administrative *
2.1.5.0-2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	1,254 ha	D	-	

* Au vu des informations disponibles, la situation administrative des installations déjà exploitées ou dont l'exploitation est projetée est repérée de la façon suivante :

- (a) Installations bénéficiant du régime de l'antériorité
- (b) Installations dont l'exploitation a déjà été autorisée
- (c) Installations exploitées sans l'autorisation requise
- (d) Installations non encore exploitées pour lesquelles l'autorisation est sollicitée
- (e) Installations dont l'exploitation a cessé

La portée de la demande concerne les installations repérées (c) et (d).

Les installations sont visées par les rubriques suivantes non classées : 1185.2a, 4734-2, 2517, 2710, 2910 et 2925.

2.2. Classement IED

L'établissement est soumis à la directive relative aux émissions industrielles, dite IED¹, qui encadre les pratiques de prévention de la pollution industrielle au sein de l'Union européenne, pour ses activités de valorisation de déchets dangereux. La liste des activités concernées figure au sein de la nomenclature des installations classées sous la forme de nouvelles rubriques avec des numéros en 3000. La rubrique principale retenue est la rubrique 3510 traitement de déchets dangereux. Les installations à l'origine du classement IED sont le traitement des déchets dangereux (broyage de déchets dangereux solides, déshydratation et séchage de boues) et le transit de déchets dangereux.

Les éléments de l'article R.515-59 du code de l'environnement sont inclus dans le dossier :

- examen de conformité aux MTD fixées par la décision d'exécution (UE)2018/1147 de la commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles pour le traitement des déchets au titre de la directive IED ;
- rapport de base.

2.3. Classement SEVESO

Au vu des quantités de déchets dangereux prévus, de leur composition en substances ou préparations dangereuses et des seuils Seveso associés à chacune des rubriques ou phrases de risque, il apparaît que le site n'est pas classé Seveso.

¹ 2010/75/EU - Industrial Emissions Directive

3. Prévention des risques chroniques et des nuisances

Le projet de la société TRIS relève d'une évaluation environnementale systématique avec étude d'impact en vertu de la rubrique 1- 2^e colonne du tableau en annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement.

3.1. Prévention des rejets atmosphériques

Les rejets atmosphériques du site ont pour origine le trafic des véhicules de transport et les poussières émises par les installations de traitement de déchets.

- Opération de reconditionnement des solvants :

Des émissions de COV diffuses peuvent avoir lieu lors des opérations de reconditionnement des solvants usagés non halogénés et halogénés. Les solvants arrivant sur le site en petits contenants seront reconditionnés en grands contenants (de 200 l à 1 000 l) puis stockés dans un box sur rétention dans le bâtiment. Les opérations de transfert par pompes adaptées se font dans le bâtiment naturellement aéré. Les petits contenants sont ensuite dirigés vers l'unité de broyage de déchets souillés. L'exploitant précise que cette activité est émettrice de COV diffus dans des proportions d'émissions faibles.

- Broyeur des déchets d'emballages souillés :

Compte tenu des déchets traités, les polluants émis par le broyage des emballages souillés sont également principalement constitués de COV. Afin de limiter la quantité de produits traités dans le broyeur, les conditions d'acceptation des déchets solides souillés sont strictes (2 % de résidus au maximum). Le broyage est réalisé dans un bâtiment couvert et semi-fermé (sur 3 façades). Les rejets atmosphériques du broyeur sont canalisés et traités.

Des systèmes de traitement des poussières (pré-filtre à poussières) et des COV (traitement des gaz par absorption sur une colonne à plateau) sont mis en place. Des mesures des rejets seront réalisées à la mise en service de l'équipement.

L'exploitant prévoit la réalisation d'une étude précise sur la composition des rejets atmosphériques émis en fonction des typologies de déchets traités.

- Sécheur de boues d'hydroxydes métalliques :

Les boues admises sur le sécheur sont préalablement déshydratées mécaniquement dans un filtre presse situé dans un conteneur maritime. Avant séchage, leurs teneurs en MS est comprise entre 25 et 40 %. Le processus de séchage est réalisé à basse température avec récupération de l'eau condensée. Au final les boues contiennent 10 à 15 % d'eau.

Le procédé de traitement est en circuit fermé. Il n'y a pas de rejet atmosphérique.

Le sécheur de boues est équipé de filtres à poussières.

En ce qui concerne les odeurs, les déchets dangereux souillés (solvants) susceptible d'émettre des odeurs sont traités dans un bâtiment et le broyeur est équipé d'une hotte aspirante et de filtres à charbon pour capter les odeurs.

- Broyage de déchets non dangereux

Le broyeur des déchets non dangereux (cartes, plastiques) est équipé de filtres à poussière.

Avis de l'inspection des IC

En tant qu'établissement IED, L'exploitant s'est référé aux BREF applicables à son activité et les VLE des conclusions approuvées des BREF correspondants ont bien été prises en considération. Les effluents gazeux issus du broyage de

déchets dangereux feront l'objet d'une campagne de mesures à la mise en service de l'installation puis tous les 6 mois. Cette fréquence pourra être réduite à une mesure annuelle si les niveaux d'émission sont stables, l'exploitant devra respecter les valeurs limites NEA-MTD. La réalisation d'une étude sur la composition des rejets atmosphériques en fonction des typologies de déchets traités sera proposée.

3.2. Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Selon le dossier remis, le site est alimenté en eau par le réseau public d'adduction d'eau potable. L'eau est utilisée pour les besoins sanitaires et le lavage des contenants et de traitement des COV au niveau du broyeur à hauteur d'une consommation annuelle de 400 m³. Les dispositifs d'alimentation en eau sont munis de compteurs et de disconnecteurs.

Les eaux usées industrielles, constituées par les eaux provenant du lavage des contenants, du séchage des boues, du filtre presse et du laveur de gaz, sont stockées dans des cuves placées sur rétention et évacuées en centre de traitement extérieur. Il n'y a aucun rejet d'eau résiduaire dans le milieu naturel.

Les eaux pluviales de toiture non susceptibles d'être polluées sont collectées et rejetées au milieu naturel.

Les eaux pluviales des zones susceptibles d'être polluées (eaux de voiries et des aires de stockage extérieures imperméabilisées) sont traitées dans un séparateur d'hydrocarbures situé en amont du bassin d'orage du site avant rejet au milieu naturel.

L'exploitant justifie que le dispositif de traitement est suffisamment dimensionné pour traiter l'ensemble des eaux de ruissellement du site. Les surfaces étanches sont augmentées de 308 m² soit environ 7 200 m² de surfaces imperméabilisées au total.

Le pétitionnaire justifie du dimensionnement du bassin d'orage d'un volume de 550 m³ et de la compatibilité des rejets d'eaux pluviales avec les capacités d'évacuation du réseau pluvial récepteur.

Tel que défini dans la MTD 6, des analyses régulières seront réalisées portant sur les paramètres suivants : DCO, hydrocarbures, métaux lourds, mercure, COT, matières en suspension.

Avis de l'inspection des IC

Il n'y a pas de rejet d'eau industrielle dans ce projet. Les activités de traitement et de transit de déchets dangereux sont réalisées sous abri. Les rejets aqueux du site sont les rejets d'eaux pluviales des voiries et aires de stockage extérieures qui sont traités avant envoi au milieu naturel. Un suivi régulier des rejets aqueux sera proposé suivant les dispositions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures technologies disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

3.3. Prévention de la pollution des sols

Les aires de stockage et de voiries sont étanches et les stockages de déchets liquides dangereux sont mis sur rétention adaptée. Les déchets dangereux conditionnés sont stockés sur rétention dans un bâtiment dont le sol est étanche. Les traitements des déchets dangereux sont réalisés dans des conteneurs maritimes équipés de rétention.

Conclusions du rapport de base sur l'état des sols et de la nappe

S'agissant d'un établissement IED, l'exploitant a réalisé un rapport de base qui définit l'état de pollution des sols et des eaux souterraines à l'instant donné .

Les précédentes activités étaient un magasin de matériel et d'outils de plomberie, chauffage en 1975. Puis en 1987, des activités de récupération des matériaux et métaux ont été mises en place. En 1990, il y a eu la construction du deuxième bâtiment. En 2004, la société TRIS a repris le site et mis en œuvre l'activité de tri et valorisation de DEEE.

Des sondages de sol pour définir l'état initial de la qualité des sol ont été réalisés en mai 2020. Les investigations ont porté sur les zones du bâtiment d'expédition, du broyage d'emballages et de stockage de DEEE et les substances traceuses recherchées sont les métaux, hydrocarbures totaux (HCT), HAP, BTEX, COHV, solvants polaires.

Sept sondages de sol ont été réalisés. Les analyses mettent en évidence de légères anomalies en arsenic, cadmium, zinc et cuivre sur l'ensemble du site et en hydrocarbures totaux de façon hétérogène. L'origine de ces anomalies, non significatives d'un impact, retrouvées dans l'horizon superficiel peut s'expliquer par la présence de remblais extérieurs.

Quant aux eaux souterraines, les résultats des analyses réalisées sur les trois piézomètres du site en mai 2020 (deux situés en aval hydrogéologique et un en amont hydrogéologique) ont mis en évidence un impact par du nickel sur les piézomètres situés en aval avec des concentrations de 0,029 et 0,069 mg/l pour une valeur de référence 0,02 mg/l et par de l'arsenic (concentration 0,015 mg/l - valeur de référence 0,01 mg/l) et du chrome (0,072 mg/l - valeur de référence 0,05 mg/l) sur l'un d'eux. Aucun dépassement n'ayant été observé sur le piézomètre situé en amont, l'exploitant conclut que l'origine de ces impacts provient des activités du site passées ou présentes.

Avis de l'inspection des IC

Une surveillance des eaux souterraines sera prescrite dans l'arrêté d'autorisation.

3.4. Gestion des déchets

Les activités du site de collecte et valorisation de déchets et celles projetées de transit/regroupement et traitement de déchets dangereux sont compatibles avec les documents de planification de prévention et de gestion des déchets applicables sur le territoire, en particulier le **Plan Régional de Prévention et Gestion des Déchets (PRPGD) des Pays de la Loire**.

Les déchets collectés par l'entreprise proviennent des régions Bretagne et Pays de la Loire. Les DEEE, de la filière l'eco-organisme ECOLOGIC proviennent potentiellement de toute la France.

Les capacités maximales de déchets présentes sur le site y compris celles en cours de traitement sont les suivantes :

Type de déchets	Conditionnement	zone de stockage	Capacité maximale
DEEE	Divers	Bâtiment	900 m³ soit 450 t
Déchets dangereux conditionnés	Caisses-palette - bidons, fûts – GRV - Box dans le bâtiment	Box dans bâtiment	217 t
Déchets dangereux liquides	Cuves aériennes	Aire extérieure	275 t
Déchets dangereux destinés au broyage	Bennes étanches - caisses-palettes – GRV - fûts	Auvent de broyage	250 t
Déchets hydrocarburés	Fosse de dépotage et benne étanche	Auvent	50 t

Déchets boues hydroxydes métalliques	Bennes étanches - fûts - caisse-palettes - big bag	Zone de séchage, Box dans bâtiment, aire extérieure	80 t
Déchets non dangereux	Bennes – casiers au sol	Bâtiment, zones extérieures	785 m³ - 560 t

Des activités de regroupement et de reconditionnement étant prévus sur le site, la société TRIS sollicite et justifie la dispense de l'obligation de remplissage de l'annexe 2 du bordereau de suivi pour les déchets concernés et notamment :

- les déchets solides souillés et emballages vides souillés broyés ;
- les déchets pâteux déconditionnés et regroupés en bennes ;
- le déconditionnement des déchets liquides dangereux et leur regroupement en cuves de stockage.

Ces opérations impliquent des mélanges de déchets de plusieurs producteurs, des séparations ou des transformations ne permettant plus une restitution au producteur de son déchet dans son état initial.

3.5. Maîtrise des émissions sonores

Les activités du site fonctionnent en journée. La seule habitation environnante, une exploitation agricole, se trouve à 150 m. Dans le cadre du projet, de nouvelles activités sont génératrices de bruit : les broyeurs, le fonctionnement du grappin, l'installation de séchage, les opérations de chargement/déchargement des déchets et l'augmentation de la circulation.

Une campagne de mesures de bruit dans l'environnement a été réalisée en février 2021. Les niveaux sonores ambiants et les niveaux d'émergence limite dans la zone réglementée étaient respectés. Suivant son estimation, le pétitionnaire indique qu'avec les mesures de réduction du bruit prévues (broyeurs dans des locaux, vitesse de circulation limitée, équipements implantés dans des caissons dédiés,...) l'impact sonore du projet est conforme à la réglementation et propose de réaliser une campagne de bruits à la mise en service des nouvelles installations.

Avis de l'inspection des IC

Une campagne de mesures de bruit dans l'environnement sera proposée dans les six mois suivant la mise en service des installations.

3.6. Comparaison du fonctionnement de l'installation avec les Meilleures Techniques Disponibles

L'exploitant s'est positionné au regard des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) applicables à ces installations décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles établies dans la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018 publiée au JOUE le 17 août 2018.

➤ Comparaison aux MTD du BREF sectoriel « Traitement des déchets - WT »

Les activités du site sont concernées par les MTD génériques n°1 à 24 et par les MTD traitements spécifiques de déchets MTD 25 , 31, 40 et 41 qui s'appliquent à l'établissement. Aucune demande de dérogation n'est sollicitée par l'exploitant.

L'exploitant s'est positionné par rapport aux MTD suivantes :

- MTD relative au management environnemental applicable aux installations de traitement de déchets (MTD1)- Mise en place d'un système de management de l'environnement, de registres, audit, gestion des déchets, des effluents aqueux, plan de gestion des accidents...) ;

- MTD relatives aux procédures d'acceptation des déchets et stockage (MTD 2, MTD 4, MTD 5) - Les MTD sont appliquées. Des procédures d'acceptation préalable des déchets et de leur gestion sont en place ainsi que les conditions de stockage des déchets. Le site est équipé d'un laboratoire d'analyses. Mise en place d'un état des stocks hebdomadaire ;

- MTD relatives aux inventaires et surveillance de flux d'effluents aqueux et gazeux (MTD 3, 6, 7, 8, 11) - Les effluents gazeux issus du broyage de déchets dangereux sont canalisés et traités. Ils feront l'objet d'une campagne de mesures à la mise en service de l'installation afin de déterminer les concentrations des substances polluantes (poussières et COV) puis tous les 6 mois. Cette fréquence pourra être réduite à une mesure annuelle si les niveaux d'émission sont conformes..

Les effluents aqueux du site sont uniquement des eaux pluviales de ruissellement traitées avant rejet au milieu naturel. Un suivi régulier des rejets sera réalisé. Aucun rejet d'eau résiduaire n'est réalisé. Les activités potentiellement génératrices d'odeurs sont le transit de déchets dangereux solide qui seront traités dans la journée, afin de réduire leur temps de séjour à l'air libre ;

Les MTD 9,10 (surveillance des émissions diffuses et des odeurs), 12 et 13 (plan de gestion des odeurs et traitement des odeurs) ne concernent pas les activités du site ;

- MTD relatives aux bruits et vibrations (MTD 17, 18) - Des mesures sont prises pour limiter les émissions sonores (réduction de la vitesse des engins, matériels bruyants placés dans des bâtiments, conteneurs sous auvent, haie brise vent végétal,...). Des mesures des niveaux sonores du site seront réalisées suivant la mise en service des nouvelles installations ;

- MTD relatives aux rejets dans l'eau (MTD 19,20) - Le sol des aires accueillant des déchets est imperméable, les cuves de stockage sont placées sur rétention. La gestion des rejets aqueux est mise en place avec la collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées traitées avant rejet, le confinement des eaux d'extinction d'un incendie, l'isolement des réseaux. Un piézomètre sera installé au point bas du drain situé en fond de la fosse de dépotage enterrée afin de vérifier son étanchéité.

La MTD 20 (traitement des eaux usées) ne concerne pas le site. Les eaux résiduaires issues des traitements de déchets sont collectées en cuve et traitées en centre de traitement extérieur.

- MTD relative aux (accidents/incidents) (MTD 21) – Le site est clôturé avec accès sécurisé. Présence d'une alarme anti-intrusion. Mise en place d'une alarme incendie et d'un système d'extinction incendie adéquat ;

- MTD 23 (efficacité énergétique) – Mise en place d'un suivi d'indicateur de performance énergétique ;

- MTD 24 (réutilisation des emballages) - Les emballages homologués de DD fournis aux clients sont remis dans le circuit après contrôle et nettoyage ;

- MTD relative au traitement mécanique des déchets (MTD 25-31-41) - Le broyeur de déchets dangereux est équipé d'une aspiration des poussières. Un suivi des COVT canalisés sera mis en place au niveau du broyeur de DD. L'exploitant devra respecter les valeurs limites NEA-MTD correspondantes : 10-30 mg/Nm³ pour les COV, 2-5 mg/Nm³ pour les poussières ;

- MTD relative au traitement physico-chimique des déchets (MTD 40) - Les activités de séchage de boues et broyage de DD sont visés. Procédure d'acceptation préalable mise en place.

- **Comparaison aux MTD du BREF transversal « Emissions dues au stockage de matières dangereuses – EFS » et du BREF transversal « efficacité des systèmes énergétiques – ENE »**

L'exploitant s'est positionné sur les MTD applicables au site.

Avis de l'inspection

L'exploitant s'est référé aux BREF applicables à son activité et les VLE des conclusions approuvées des BREF correspondants ont bien été prises en considération. Les prescriptions du projet d'arrêté d'autorisation prendront en considération la comparaison aux meilleures techniques disponibles tel que défini dans l'arrêté du 17/12/2019.

3.7. Évaluation des risques sanitaires

L'exploitant a réalisé une évaluation des risques sanitaires en s'appuyant sur la circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations soumises à autorisation.

Les seules émissions pertinentes retenues sont les émissions atmosphériques du broyeur (COV et poussières). Conformément au guide sur la réalisation des ERS de l'INERIS, l'exploitant a réalisé une simulation en se calant sur la valeur limite en concentration des COV émis par le broyeur à savoir 30 mg/Nm³. Avec un débit de rejet de 3 000 m³/h, l'exploitant modélise un rejet maximal de 157,5 kg par an. A ce stade du projet, ne connaissant pas les qualité/quantité de solvants susceptibles d'être présents dans les déchets à traiter, l'hypothèse retenue a été d'assimiler la totalité des COV totaux en équivalent carbone à des COV spécifiques réputés ayant des effets sur la santé.

La concentration garantie des poussières émises est de 5 mg/Nm³. Le flux annuel garanti à l'émission est 26,25 kg/an. Les poussières émises sont assimilées en totalité aux PM10 et aux PM2,5. Par précaution et de façon très majorante, la totalité de ces poussières sont assimilées au plomb.

Les résultats (COV et poussières) aboutissent à des quotients de dangers inférieur à 1 pour les effets avec seuil et inférieurs à 10⁻⁵ pour les effets sans seuil.

L'exploitant conclut que les émissions atmosphériques permettent de respecter les recommandations des autorités sanitaires.

3.8. Les conditions de remise en état

Après cessation d'activité, le site sera remis en état de telle sorte que les installations ne présentent plus de dangers pour le voisinage ou l'environnement. Il sera rendu compatible pour un usage d'activité .

L'exploitant mettra en œuvre les mesures immédiates de mise en sécurité des installations visant à assurer la protection des tiers et de l'environnement, qui prévoient notamment l'évacuation des déchets, la neutralisation des installations.

3.9. Les garanties financières

Conformément aux dispositions des articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement, l'exploitant a transmis ses propositions de garanties financières dans le cadre de l'application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement pour la mise en sécurité des installations susceptibles de présenter des risques importants de pollution des sols et des eaux.

L'analyse du dossier a été réalisée conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et de la note de la DGPR du 20 novembre 2013 précisant ces modalités.

Le montant des garanties financières proposé par l'exploitant est le suivant, calculé selon la formule :

$$M = Sc [Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg)]$$

M	Sc	Me	α	Mi	Mc	Ms	Mg
Montant global	Coefficient pondérateur de gestion de chantier égal à 1,1	Montant élimination des déchets et produits	Indice d'actualisation des coûts	Montant inertage des cuves	Montant clôture	Montant surveillance	Montant gardiennage
257 084 € TTC	1,1	222 450 €	1	0 €	195 €	10 780 €	288 €

Avis de l'inspection

Les montants proposés n'appellent de remarque particulière de la part de l'inspection.

4. Prévention des risques accidentels

Les phénomènes dangereux associés aux potentiels de dangers du site et les effets associés, sont les suivants :

- le risque de pollution des sols ;
- le risque d'incendie en raison de la présence de combustibles.

4.1. Pollution accidentelle

Le sol des aires dédiées aux stockages est imperméable. L'ensemble des voies de circulation et voiries est en enrobé. Les produits dangereux sont placés sous abri sur rétention adaptée. Afin de prévenir les fuites de produit lors d'opérations de transfert dans les cuves, les raccords de dépotage sont placés sur rétention.

La présence d'un bassin de rétention des eaux pluviales, obturable par vanne de barrage permettra de contenir les eaux polluées d'un éventuel incendie.

4.2. Risques incendie

Le risque principal identifié par l'exploitant est le risque incendie dû au stockage de combustibles qui est susceptible d'avoir des effets potentiels à l'extérieur des limites de propriété.

L'exploitant a modélisé le scénario susceptible d'avoir des effets sur l'homme en raison des flux thermiques rayonnés par un incendie (incendie dans la zone de stockage des déchets plastiques provenant du démantèlement des DEEE).

Les résultats démontrent que les seuils des effets létaux ne sortent pas de la limite de propriété au Nord-Est, seuls les flux thermiques de 3 kW/m² atteignent le terrain agricole voisin sur une distance de 2 m. Il n'y a pas d'effet domino recensé.

4.3. Principales mesures de maîtrise des risques et moyens d'intervention

Les principales mesures de maîtrise des risques identifiées par l'étude de dangers sont les suivantes :

- des mesures de détection et des mesures constructives visant à limiter le risque de propagation d'un incendie :
 - x ateliers équipés de détection incendie avec alarme sonore ;
 - x bâtiments équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées à commande automatique et manuelle ;
 - x broyeur de déchets souillés équipé d'un système de détection par sondes de température et de diffusion de poudre d'extinction au niveau de son foyer ;
 - x mur coupe feu d'une hauteur de 3,20 m en limite de propriété côté Est du site.
- des mesures de prévention vis-à-vis du risque incendie et du risque d'explosion par la maîtrise des sources d'ignition :
 - x la formation du personnel ;
 - x des consignes de sécurité ;
 - x le contrôle périodique des installations électriques ;
 - x l'identification des zones ATEX ;
 - x la protection contre le risque foudre.
- des mesures visant à limiter le risque de pollution des sols et des eaux superficielles ou souterraines :
 - x en cas de sinistre, les besoins en confinement des eaux d'extinction ont été définis à partir de la règle D9A aboutissant à un volume de rétention de 322 m³. Les eaux seront dirigées vers le bassin d'orage existant. Le confinement est assuré par la mise en service d'une vanne de barrage installée en sortie du réseau d'eaux pluviales.

L'établissement disposera de moyens internes de lutte contre l'incendie conformes aux normes en vigueur, suivants :

- des extincteurs ;
- des robinets d'incendie armés (RIA) dans le bâtiment ;
- trois poteaux incendie à moins de 200 mètres.

5. Autres volets de l'autorisation environnementale

Sans objet

6. Consultations réalisées pendant la phase d'examen

Conformément aux dispositions des articles R.181-18 à R.181-33, les consultations prévues pour la demande d'autorisation environnementale déposée ont été réalisées. Ces consultations, et leurs principales conclusions, sont listées dans le tableau ci-dessous.

Services	Références réglementaires	Synthèse de l'avis émis
ARS	R.181-18	Pas d'avis reçu
DDT (eau, environnement, forêt)	-	<p><u>Avis du 22/04/2020</u></p> <p>Avis de la DDT en date du 14 décembre 2020 :</p> <p>« Concernant les eaux pluviales :</p> <p>Il est mentionné dans l'étude d'impact (p 71 à 75) qu'elles seront collectées et dirigées vers le séparateur relié au bassin de rétention (et stockage incendie). Or, le plan général du site (pièce 6 DAEU) fait apparaître plusieurs réseaux EP, sans légende spécifique.</p> <p>De plus, la vidange du bassin (p 75) est prévue par pompe électrique refoulant dans le collecteur en situation normale : il manque des indications sur le collecteur concerné et il est nécessaire de le faire apparaître sur le schéma.</p> <p>Enfin, « En cas de pollution ou incendie, la pompe est stoppée afin de collecter les eaux polluées. La sortie du bassin sera condamnée et la pompe évacuera les eaux pluviales dans le regard situé à proximité »? le fonctionnement en cas de pollution ou incendie devrait être clarifié ».</p> <p><u>Avis du 13/04/2021 (sur les compléments du 26/03/2021)</u></p> <p>Avis favorable sur le contenu et la recevabilité du dossier.</p>
Conseil Départemental de Maine-et-Loire	-	<p><u>Avis du 03/12/2020</u></p> <p>Le Conseil Départemental de Maine-et-Loire émet un avis favorable</p>
SDIS	-	<p><u>Avis du 17/12/2020</u></p> <p>Avis favorable du SDIS du Maine et Loire, toutefois, les prescriptions mentionnées ci-dessous devront être respectées :</p> <p>« 1/ Tenir en permanence à disposition des secours les plans d'intervention de l'usine et la fiche de données de sécurité des produits dangereux en présence.</p> <p>2/ S'assurer que le gardien ou les personnels d'astreinte réceptionnant les alarmes incendie sont formés au</p>

		<p>manement des moyens de secours internes (extincteurs et RIA).</p> <p>3/ S'assurer que les poteaux d'incendie ont un débit total en simultanée de 150 m³/h.</p> <p>4/ Installer un réducteur de pression au niveau du poteau d'incendie n°10106 afin que la pression dynamique ne dépasse pas 8 bars. »</p>
UDAP	R.181-21	Pas d'avis reçu
INAO	R.181-23	Pas d'avis reçu

7. Enquête publique et consultations des collectivités intéressées

7.1. Enquête publique

Conformément aux dispositions des articles R.181-36 et R.181-37 du code de l'environnement, une enquête publique a eu lieu sur le territoire de la commune Montrevault sur Evre du 4 octobre 2021 au 4 novembre 2021.

Selon le commissaire-enquêteur, l'information du public s'est déroulée de manière satisfaisante dans les formes prévues par la réglementation et l'enquête s'est tenue sans incident. Au cours de la consultation, le commissaire-enquêteur a reçu 4 observations d'habitants dont deux portent sur la circulation routière, une sur l'intégration paysagère et la dernière sur le risque incendie. Un mémoire technique d'un pétitionnaire anonyme a été transmis portant sur le contenu dossier (remise en état du site, étude foudre, accidentologie, dimensionnement des besoins en eaux d'extinction, dimensionnement du bassin d'eaux pluviales, l'EQRS,).

Après avoir analysé tous les enjeux et les observations émises au cours de cette consultation, le commissaire enquêteur **a émis un avis favorable** à l'augmentation de l'activité de l'établissement.

7.2. Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe)

Accord tacite de la MRAE.

7.3. Consultations du conseil municipal et des collectivités intéressées

Conformément aux dispositions de l'article R.181-38 du code de l'environnement, une consultation du Conseil municipal des communes de Montrevault sur Evre et Beaupréau en Mauges a été réalisée qui ont émis un avis favorable en dates des 26 et 28 octobre 2021. L'avis de la commune de Montrevault note l'engagement de l'exploitant de favoriser l'intégration paysagère avec la plantation de haies bocagères dans l'aménagement du site afin de masquer les stockages extérieurs.

8. Propositions et conclusions de l'inspection des installations classées

8.1. Analyse des questions apparues au cours de la procédure et des principaux enjeux identifiés en termes de prévention des risques accidentels et chroniques et des nuisances

Les enjeux principaux du site sont les déchets, le risque de pollution des eaux et du sol et le risque incendie en raison des stockages de matières combustibles.

Déchets dangereux

Les déchets dangereux entreposés et les activités de traitement de déchets dangereux, objet de la demande d'augmentation des quantités de déchets traités sur le site sont pris en charge suivant des modes opératoires spécifiques dans le respect de la réglementation. Des prescriptions relatives aux conditions d'admission, de stockage de traitement sont fixées dans le projet d'arrêté d'autorisation environnementale joint (Titre 5 Déchets).

Intégration paysagère

Suivant les préconisations de la commune de Montrevault sur Evre, il est proposé que l'exploitant porte une attention particulière à l'intégration paysagère de son site avec la plantation de haies bocagères d'espèces locales afin de masquer les stockages des déchets situés en extérieur (article 2.3).

Risque de nuisances olfactives et pollution atmosphérique

Les déchets susceptibles d'émettre des odeurs se situent au niveau de la zone de traitement des déchets dangereux solides, les activités sont réalisées sous abri et les déchets sont traités dans la journée. Des prescriptions relatives à l'absence de déchets dans cette zone en dehors des heures d'ouverture du site sont fixées (article 3.1.3).

Les émissions atmosphériques proviennent du broyeur des solides souillés. Les effluents gazeux sont traités et des prescriptions relatives aux VLE sont fixées. Il est proposé que l'exploitant réalise une étude précise sur la composition des rejets atmosphériques du broyeur de déchets dangereux émis en fonction des différentes typologies de déchets traités dans un délai d'un an suivant la mise en service des installations (article 3.2.2.5).

Risque de pollution des eaux et du sol

Conformément à la réglementation, les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont collectées et traitées avant rejet au milieu naturel. Les aménagements sont compatibles avec les dispositions du SAGE Evre-Thau- St Denis. Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident de déversement de matières dangereuses dans le milieu naturel (article 7.5).

Concernant les rejets d'eaux pluviales du site, un dispositif de traitement des eaux est mis en place au niveau du bassin tampon. Un système permet d'isoler le bassin en cas de pollution accidentelle.

Les valeurs limites des paramètres fixées dans le projet d'arrêté le sont conformément à la réglementation (article 4.2.8). L'inspection propose que l'exploitant réalise une surveillance mensuelle des rejets aqueux du site, semestrielle pour les paramètres PFOA et PFOS tel que le prévoit la réglementation IED. Un suivi bisannuel des eaux souterraines sur les trois piézomètres implantés sur le site est proposé (article 4.3.2).

Risque incendie

Le risque incendie identifié se situe au niveau de la zone de stockage des déchets plastiques provenant du démantèlement des DEEE. Les aménagements prévus (éloignement des déchets combustibles entre eux) sont de nature à limiter les risques et la propagation d'un incendie. Les mesures proposées sont reprises dans le projet d'arrêté (articles 7.2.4).

Les prescriptions formulées par le SDIS sont reprises dans le projet d'arrêté (articles 7.6.3 et 7.6. 4).

8.2. Proposition de l'inspection des installations classées et conclusions

La société TRIS a déposé une demande d'augmentation des quantités de déchets dangereux traités sur son site de St Pierre Montlimat -Montrevault sur Evre.

Dans le cadre de l'enquête publique, ce projet n'a pas soulevé d'interrogation de la part des habitants concernés. Il est compatible avec les plans déchets, les orientations des SDAGE et SAGE.

Les mesures permettant de maîtriser les risques et les impacts sont décrites dans le dossier. Les remarques formulées par les services au cours de la procédure ont été prises en compte par l'exploitant.

Les prescriptions techniques visant à réglementer le site et jointes à ce rapport portent en particulier sur les enjeux mis en évidence au cours de la procédure de demande d'autorisation, en particulier :

- la surveillance des rejets aqueux du site ;
- la surveillance des rejets atmosphériques ;
- la prévention des pollutions accidentelles ;
- la gestion des déchets ;
- les dispositions techniques et organisationnelles pour la prévention et la protection en cas d'incendie.

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.512-1 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

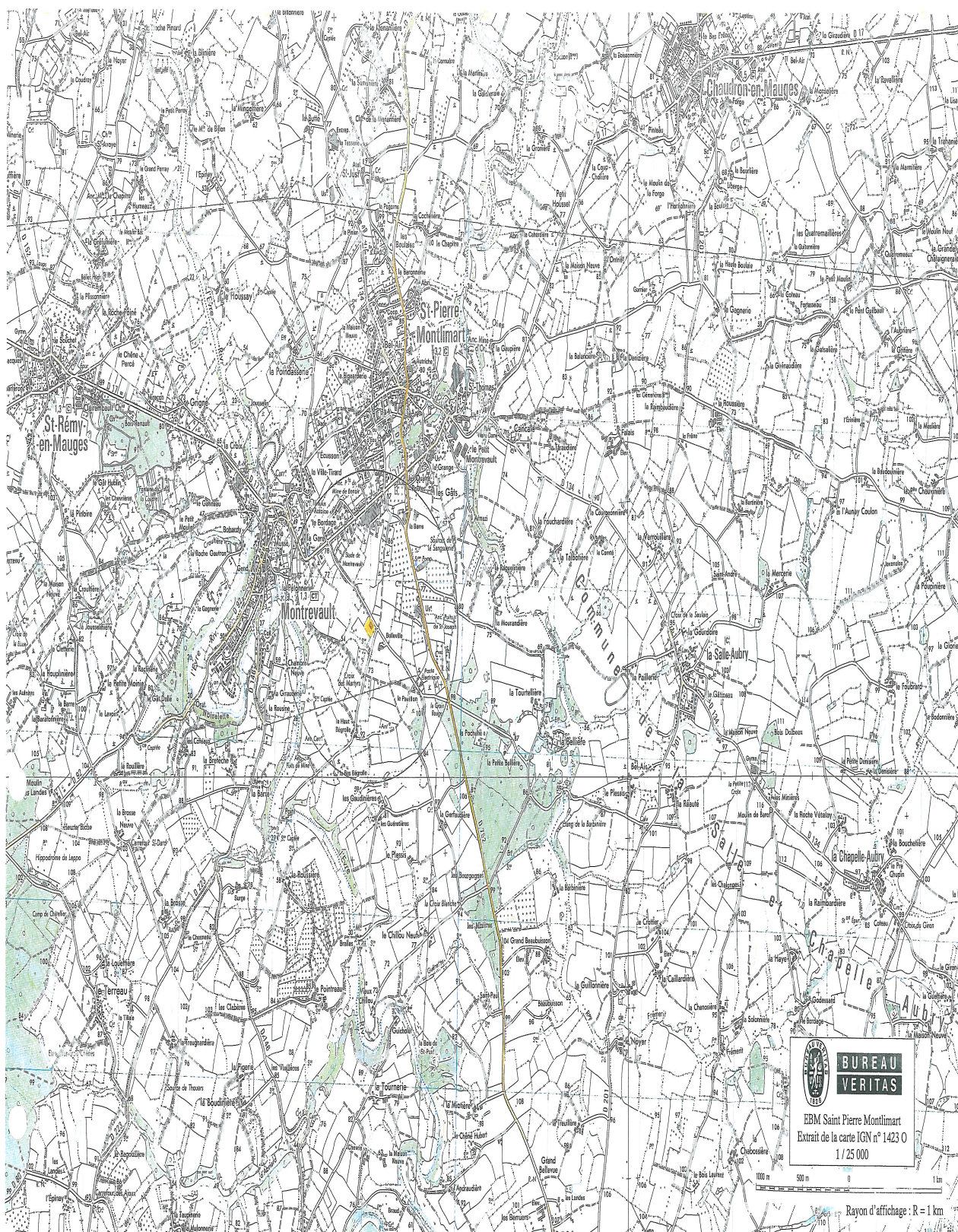
Considérant que les conditions techniques d'exploitation, telles que décrites dans le dossier de demande d'autorisation sont de nature à prévenir la pollution des eaux et des sols, les nuisances ainsi qu'à limiter les conséquences d'un incendie ou d'une pollution accidentelle ;

Considérant les résultats de l'instruction réglementaire qui a été menée, les compléments d'informations apportés par l'exploitant pour répondre aux observations émises, l'inspection émet un **avis favorable** à la demande présentée par la société TRIS pour l'augmentation des quantités de déchets dangereux traités dans son établissement situé zone de Belleville à St Pierre Montlimart -Montrevault sur Evre sous réserve de l'application des prescriptions jointes en annexe.

En application des articles R.181-39 et R.181-41 du Code de l'environnement, il n'est pas proposé au préfet de solliciter l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques sur ce projet d'arrêté préfectoral.

La réalisation d'un dossier de demande d'autorisation environnementale relève de la responsabilité de l'exploitant. L'instruction réalisée par l'inspection des installations classées est une analyse de certains éléments contenus dans le dossier, selon différents degrés d'approfondissement. L'instruction ne se veut pas exhaustive, mais centrée sur les principaux enjeux recensés et à ce titre ne constitue pas une validation des documents remis à l'administration. Par ailleurs, si des prescriptions techniques sont édictées à l'issue de la procédure, elles le sont notamment sur la base des informations fournies par l'exploitant dans son dossier.

Annexe 1 - Plan de situation



Annexe 2 -plan d'ensemble du site

